



CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES - BEURET
Restructuration et travaux de sobriété énergétique du centre des finances publiques rue du Général Beuret à Paris

Adresse du projet :
13/15 rue du Général Beuret
75015 Paris

MAITRE D'OUVRAGE

DRFiP d'Ile de France et de Paris
16 rue Notre-Dame des Victoires - 75002 Paris
Tél: 01 44 50 79 54
@: valerie.berrebi@dgfip.finances.gouv



MAITRISE D'OEUVRE

Architecte lemoal lemoal
40 rue du Château d'Eau - 75010 Paris
Tél: 01 42 41 25 72 - @: ombline@lemoal.archi

Fluide, Thermique, Energie, Environnement LBE Ingénierie - Mandataire
101b avenue Eugène Delacroix - 91 210 Draveil
Tél: 01 69 48 89 45 - @: accueil@lbei.fr

Economie circulaire Eco+Construire
104, allée Saint Helier - 35000 Rennes
Tél: 06 31 81 73 24 - @: a.giquel@ecoconstruire.eu

Bureau de contrôle Veritas
3 Rue des Cyclades - 95800 Cergy
Tél: 01 44 50 79 41 - @: sekoura.akrouf@bureauveritas.com

SPS

lemoal



Date	Indice	Description

PRO

Diagnostic PEMD	Echelle :	Date : 24/10/2025	Pièce : 04
	Indice :		
	Format :		

PARIS 15 BEURET

Diagnostic Produits-Equipements-Matériaux-Déchets

Réalisé en octobre 2025



Rédigé par	Vérifié par	PHASE	DATE	INDICE
AGI	-		24/10/2025	C

Référence Affaire :	eca_25_09 PARIS 15 BEURET PEMD
---------------------	--------------------------------

Table des matières

I. Préambule.....	4
1. Contexte et enjeux.....	4
2. Cadre législatif et réglementaire.....	6
3. Le Diagnostic PEMD.....	7
a. Cadre réglementaire du PEMD.....	7
b. Opérations concernées.....	7
c. Objectifs.....	8
II. Clés de lecture	9
1. Glossaire	9
2. Hiérarchie réglementaire des modes de traitement de déchets.....	10
III. Présentation de la mission	11
1. Données générales de l'opération.....	11
2. Description de la mission	13
3. Limites de la prestation	14
4. Méthodologie mise en œuvre pour le diagnostic	15
5. Périmètre de l'étude.....	16
6. Documents consultés.....	16
IV. Description du bâtiment et de l'opération.....	17
1. Présentation générale du bâtiment	17
2. Données du programme travaux.....	17
V. Partie réemploi – Identification des PEM potentiellement réemployables	18
VI. Partie déchets – Identification de l'ensemble des PEM comme s'ils devenaient tous des déchets	19
1. Nature des différents déchets susceptibles d'être générés lors de la dépose de l'ensemble des PEM par l'opération.....	19
2. Synthèse du quantitatif des déchets générés par l'ensemble des PEM.....	19
3. Identification des filières de gestion et de valorisation des déchets.....	22
4. Précautions de gestion des déchets	23
a. Organisation des bennes	23
b. Eléments de coût des filières - valorisation	23
c. Eléments de coût des filières - élimination	24
d. Traçabilité des déchets	24
VII. Suites à donner : obligations déclaratives.....	25
VIII. Annexe 1 : Tableau des gisements intégrés dans le diagnostic PEMD avec un potentiel de réemploi	26
IX. Annexe 2 : Tableau des gisements intégrés dans le diagnostic PEMD (Inventaire).....	27
X. Annexe 3 : Plans de cheminement	28
XI. Annexe 4 : Références photographiques.....	29
XII. Annexe 5 : Attestation d'assurance de responsabilité civile	30

XIII. Annexe 6 : Diplômes Diagnostiqueur PEMD	31
---	----

I. Préambule

1. Contexte et enjeux

Le diagnostic PEMD trouve son origine dans l'émergence de l'économie circulaire appliquée au bâtiment et dans la nécessité de la préservation des ressources.

L'économie circulaire est définie par l'ADEME comme étant un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus.

Ses champs d'action, classés en piliers, sont applicables au secteur du bâtiment et recouvrent plusieurs leviers d'actions portant notamment sur la déconstruction sélective, le réemploi, la réutilisation ou encore le recyclage, dans une logique de création de ressources et de réduction des déchets.

En effet, le secteur du bâtiment, un de plus consommateurs en ressources, est également, avec ses 46 millions de tonnes de déchets produites chaque année, l'un des secteurs les plus générateurs de déchets en France, ce qui en fait un domaine clé dans la transition vers une économie circulaire.

La ventilation par typologie d'opération 49% proviennent de la démolition, 38 % de la réhabilitation et 13 % de la construction neuve.

Ce gisement de déchets produits par le bâtiment peut être réparti comme suit :

- 74% de Déchets Inertes non dangereux (DI), valorisés à près de 75% ;
- 23% de Déchets Non Dangereux Non Inertes (DNDNI), valorisés à moins de 50% ;
- 3% de Déchets Dangereux (DD) - dont les déchets amiantés - qui sont traités dans des installations spécifiques.

Aujourd'hui, selon l'ADEME, seuls 35% des déchets du second œuvre sont valorisés alors qu'ils représentent environ 60% des déchets issus des chantiers de réhabilitation, ce qui en fait une priorité en termes d'action.

Ainsi, dans une démarche d'économie circulaire, les sites construits, et à une échelle plus large les territoires, doivent être considérés comme des gisements de matériaux de construction. L'enjeu est alors d'identifier l'offre et la demande en matériaux et de pouvoir quantifier et qualifier ceux-ci à travers divers diagnostics, qu'ils soient réglementaires comme le diagnostic Produits, Équipements, Matériaux, Déchets (PEMD), ou complémentaires et plus opérationnels comme le diagnostic Ressources.

Le diagnostic PEMD, en quantifiant et qualifiant précisément les produits, matériaux et déchets issus des chantiers de démolition et de réhabilitation significative, et en préconisant les modalités de gestion appropriées, permet d'initier cette boucle vertueuse de la valorisation dans laquelle les déchets du bâtiment doivent être inscrits.

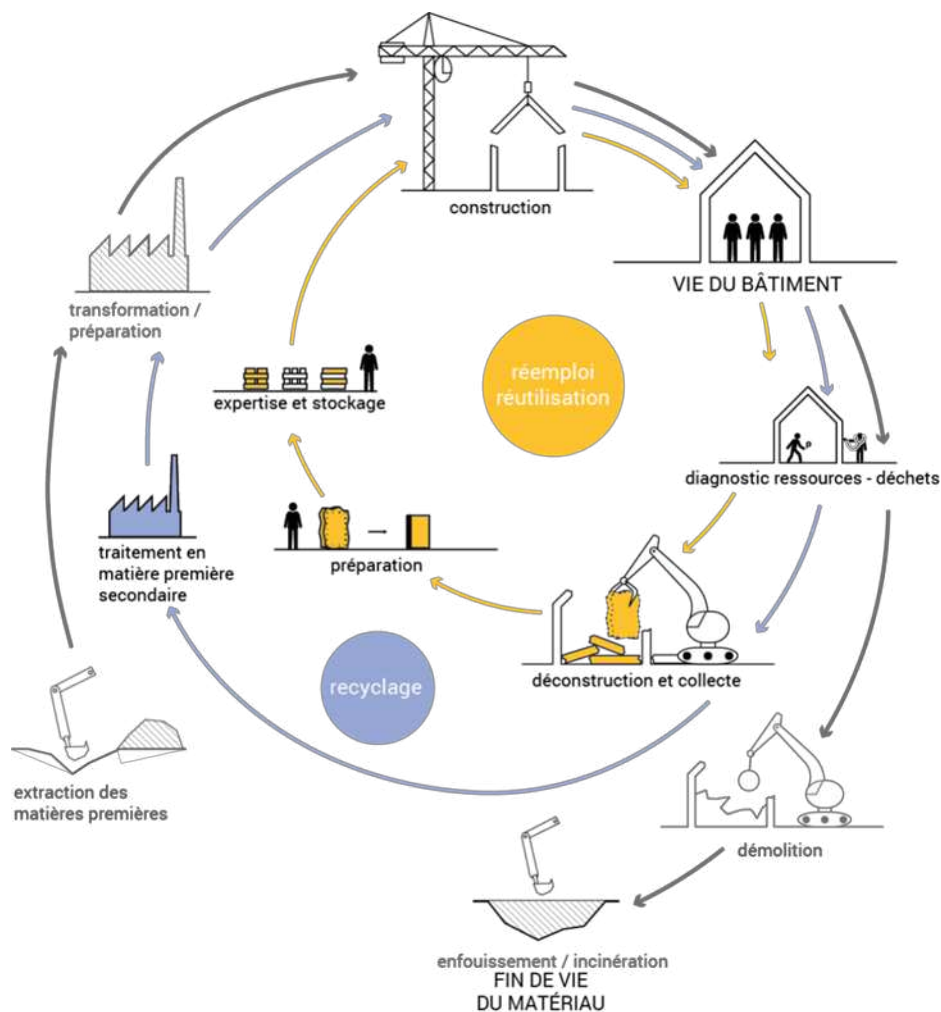


Figure 1 : Schéma de comparaison entre l'économie linéaire et l'économie circulaire dans le BTP – Source REPAR (ADEME / Bellastock)

2. Cadre législatif et réglementaire

La gestion des déchets de chantier est visée par plusieurs dispositions réglementaires dont le contexte est en perpétuelle évolution.

La réglementation française relative à la gestion des déchets et plus généralement à l'environnement se base sur les éléments suivants qui constituent son corpus réglementaire (liste non exhaustive) :

Niveau européen

- La directive n°2008/98/CE qui impose à tout producteur de déchets d'en prévenir la production et de minimiser leur nocivité en favorisant, par ordre de priorité, le réemploi et la réutilisation, le recyclage, la valorisation énergétique tout en évitant le plus possible le recours à l'élimination.

Niveau national

- Le code de l'environnement (ensemble des textes juridiques relatifs au droit de l'environnement français et comprenant la description des objectifs et lignes de conduite pour contribuer à la meilleure protection possible de l'environnement) ;
- Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) - 17 août 2015 – fixant les objectifs nationaux suivants :
 - Valorisation matière de 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020 (cet objectif national se déclinant également à l'échelle régionale d'après l'article 8 de la loi n° 2015-991 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République dite Loi NOTRe.) ;
 - Valorisation matière de 55% des DnD non inertes en 2020 et 65% en 2025 ;
 - Division par deux des quantités de déchets non dangereux et non inertes enfouies en 2025 par rapport à 2010.
- Loi sur l'Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) – 23 novembre 2018 ;
- Loi Énergie-Climat – 8 novembre 2019 ;
- Réglementation Environnementale RE2020 (Portée par la loi ELAN) – application au 1er janvier 2022 ;
- Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) – 10 février 2020 ;
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au "tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et au plâtre" étendant, pour les déchets de construction et de démolition, l'obligation de tri « 5 flux » aux déchets de fraction minérale et aux déchets de plâtre (« 7 flux ») ;
- Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre Ier du code de la construction et de l'habitation ;
- Arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments ;
- Arrêté du 26 mars 2023 portant autorisation d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments dénommé « plateforme PEMD ».

3. Le Diagnostic PEMD

a. Cadre réglementaire du PEMD

Introduit par la loi AGECE, le diagnostic PEMD (Produits-Equipements-Matériaux-Déchets), entré en vigueur au 1er janvier 2022, prend la suite du dispositif du diagnostic déchets, en place depuis 2011, suivant les modalités fixées par les décrets n°2021-821 et n°2021-822 du 25 juin 2021, relatifs au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative des bâtiments.

Il est devenu obligatoire à partir du 1er juillet 2023 à la suite de la publication de l'arrêté du 26 mars 2023 précisant son cadre d'application, le contenu attendu dans le diagnostic et le formulaire de récolement en fin de chantier. L'arrêté vise également l'obligation d'utiliser des documents CERFA pour le diagnostic et le formulaire de récolement, créés pour permettre une uniformisation des pratiques.

L'obligation de réaliser un diagnostic PEMD est alors effective pour tout chantier de déconstruction ou de rénovation significative dont la date de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ou de travaux ou, à défaut, la date d'acceptation des devis ou de passation des marchés relatifs aux travaux de démolition et de rénovation significative, est postérieure au 1er juillet 2023.

b. Opérations concernées

Les opérations de démolition ou de rénovation significative concernées par l'obligation réglementaire sont celles définies à l'article R. 126-8 du code de la construction et de l'habitation, à savoir :

- Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1000 m² ;
- Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail.

L'Arrêté du 26 mars 2023 définit les notions de démolition ou de rénovation significative :

Une démolition de bâtiment ou d'une partie majoritaire de bâtiment, au sens du I de l'article R. 126-9 du code de la construction et de l'habitation, est une démolition qui porte sur au moins la moitié de la surface de plancher des bâtiments concernés.

Une opération de rénovation est considérée comme significative au sens du II de l'article R. 126-9 du code de la construction et de l'habitation si elle consiste à détruire ou remplacer au moins deux des éléments de second œuvre mentionnés ci-dessous :

- Plus de la moitié de la surface cumulée des planchers ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ;
- Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons extérieures ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ;
- Plus de la moitié des huisseries extérieures ;
- Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons intérieures ;
- Plus de la moitié des installations sanitaires et de plomberie ;
- Plus de la moitié des installations électriques ;
- Plus de la moitié des systèmes de chauffage.

c. Objectifs

Socle du déploiement de l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment, son objectif est multiple :

- Étendre le périmètre de l'ancien diagnostic déchets à d'autres types d'opérations,
- Améliorer la qualité des informations sur les filières de valorisation existantes,
- Mettre en avant le potentiel de réemploi de matériaux issus de déconstruction,
- Renforcer le suivi de la réglementation et de la remontée des données issues de ces diagnostics (via le développement de la plateforme numérique nationale réglementaire PEMD).

Au-delà des aspects réglementaires, le diagnostic PEMD est un outil de planification permettant à la Maîtrise d'Ouvrage d'avoir une meilleure connaissance des flux de matière qui seront issus de son opération, afin d'établir sa stratégie de valorisation, et d'orienter les flux vers les filières les plus vertueuses. Il permet ainsi d'initier une réflexion sur les possibilités de réemploi, réutilisation, recyclage et valorisation des gisements de matériaux, équipements et déchets issus du chantier.

Enfin, la communication des formulaires Cerfa, par le biais de la plateforme PEMD, vise une mise en lien entre les différentes opérations et les différentes Maîtrises d'Ouvrage, afin de favoriser les échanges de matière, en réduisant le traitement en déchets.

II. Clés de lecture

1. Glossaire

Déchet :

« Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » (article L. 541-1-1 du Code de l'environnement).

On distingue trois catégories de déchets selon le risque qu'ils font courir à l'Homme et/ou à l'environnement (classification selon les propriétés du déchet) :

- *Les déchets dangereux (DD) : il s'agit des déchets qui présentent une ou plusieurs des 15 propriétés de danger définies au niveau européen : inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement... Les déchets dangereux font l'objet de règles de gestion particulières en raison des risques particuliers d'impact environnemental et sanitaire associés à leur manipulation.*
- *Les déchets non dangereux (DND) : il s'agit de déchets qui ne présentent aucune des 15 propriétés de danger définies au niveau européen. Les règles de gestion sont plus souples que pour les déchets dangereux. Il s'agit par exemple de biodéchets, de déchets de verre ou de plastique, de bois, etc.*
- *Les déchets non dangereux inertes (DI) : parmi les déchets non dangereux, ce sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas les matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. Il s'agit en majorité de déchets provenant du secteur du bâtiment et des travaux publics (déchets de béton, de briques, de tuiles, etc.).*

Prévention :

« Toutes mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

- La quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits ;
- Les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine ;
- La teneur en substances dangereuses pour l'environnement et la santé humaine dans les substances, matières ou produits (Article L. 541-1-1 du Code de l'environnement)

Réemploi :

Toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus

Réutilisation :

Toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau

Préparation en vue de la réutilisation :

Toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement

Recyclage :

Toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblayage ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage ;

Remblayage :

Toute opération de valorisation par laquelle des déchets appropriés non dangereux sont utilisés à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager. Les déchets utilisés pour le remblayage doivent remplacer des matières qui ne sont pas des déchets, être adaptés aux fins mentionnées ci-dessus et limités aux quantités strictement nécessaires pour parvenir à ces fins ;

Valorisation :

Toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ;

Elimination :

Toute opération qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances, matières ou produits ou d'énergie.

2. Hiérarchie réglementaire des modes de traitement de déchets

La réglementation donne la priorité à la prévention et à la réduction de la production de déchets tel qu'il est précisé dans l'article L541-1 du code de l'environnement.

Si le déchet n'a pas pu être évité, elle définit une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : la préparation en vue de la réutilisation ; le recyclage ; toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; l'élimination.

Le non-respect éventuel de cette hiérarchie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques doit pouvoir être justifié.

Réemploi

Réutilisation

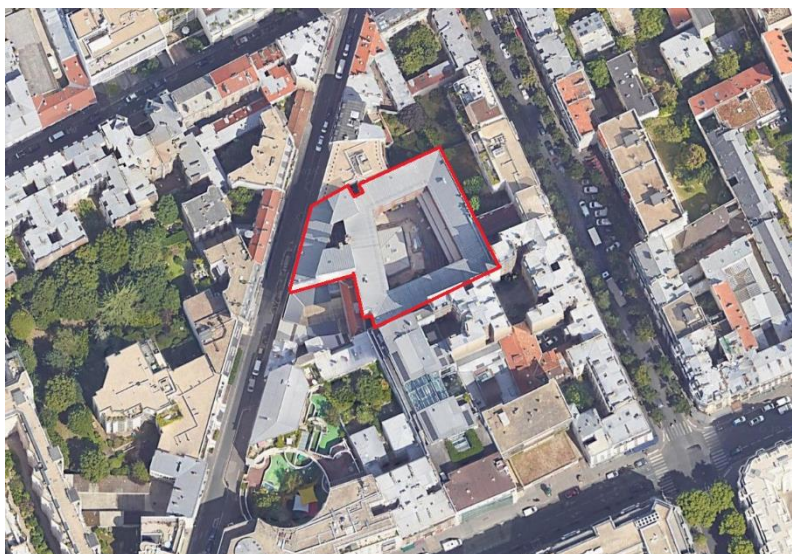
Recyclage

Valorisation énergétique

Enfouissement

III. Présentation de la mission

1. Données générales de l'opération



Information sur le lieu d'intervention

Caractéristiques du bâtiment	
Adresse	13-15 Rue du Général Beuret 75015 PARIS
Type de bâtiment	Bureaux
Date de construction	1930
Type d'opération	Réhabilitation énergétique
Observations	X

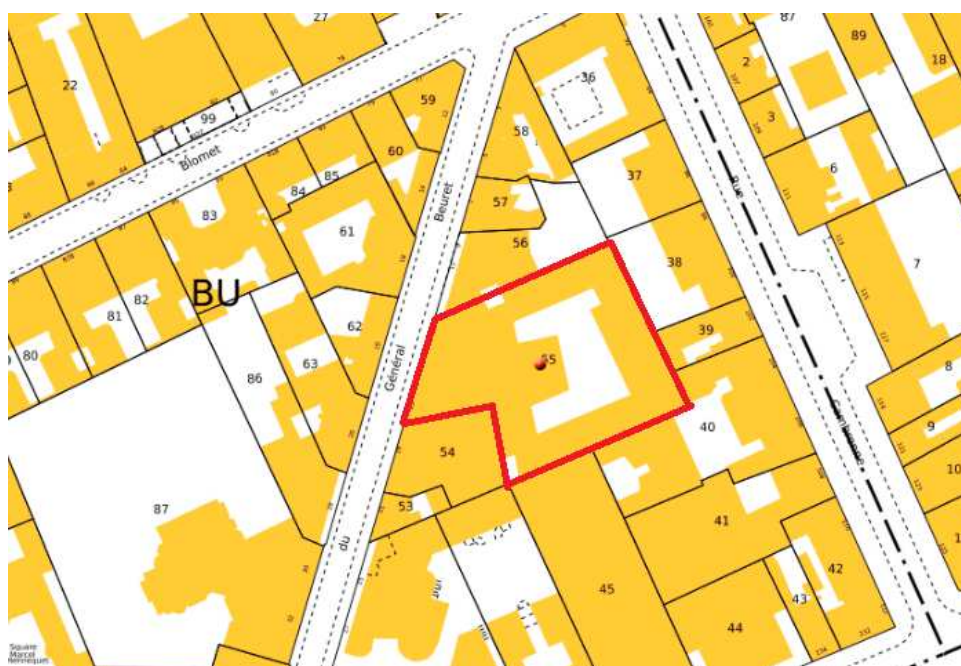
Information sur le maître d'ouvrage de l'opération

Maîtrise d'ouvrage	
Désignation	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Adresse	16 rue Notre-Dame des Victoires 75002 PARIS

Information sur l'auditeur

Diagnosticheur	
Nom	Eco+carbone
Adresse	24 rue de Constantinople 75008 PARIS
SIRET	89513603400017
SIREN	895136034
Assurance et n° de contrat	QBE Europe et 031 0012307 (annexe 9)
Attestation de compétence	Attestations de formation (annexe 10)

Cadastre.gouv.fr : Parcelle n°55 – Feuille 000 BU 01 – Commune : PARIS 15 (75)



2. Description de la mission

L'enjeu de ce projet est de faire une réhabilitation énergétique du bâtiment.

Conformément à la réglementation en vigueur, la maîtrise d'ouvrage a demandé la réalisation d'un diagnostic PEMD avant rénovation significative, dont le périmètre s'étend sur l'ensemble des travaux futurs du bâtiment.

Cette mission consiste à :

- Procéder à l'identification, la localisation, la caractérisation, et la quantification exhaustive de tous les matériaux et équipements présents dans le bâtiment à réhabiliter ;
- Faire des préconisations en matière de prévention et gestion des déchets sur les différents flux que va générer le chantier. Ces préconisations devront respecter la hiérarchie des modes de traitement et être accompagnées de recommandations en matière de dépose et d'entreposage ;
- Identifier des potentiels de réemploi/réutilisation et proposer des fourchettes de taux de recyclage/valorisation par type de déchets en précisant les conditions techniques pour les atteindre ;
- Identifier les filières de réemploi et de valorisation des déchets.



Le diagnostic PEMD regroupe notamment :

- L'inventaire des produits, équipements, matériaux et déchets, pour les gisements destinés au réemploi, comme aux divers modes de traitement des déchets ;
- La synthèse et l'analyse des résultats ;
- Le recensement des filières de réemploi et de gestion des déchets identifiées pour les gisements issus de l'opération.

3. Limites de la prestation

Dans le cadre de cette mission, il est attendu un diagnostic PEMD réglementaire dont le périmètre s'étend sur l'ensemble des bâtiments et se concentre seulement sur les menuiseries extérieures et portes extérieures.

Si les données indiquées dans les différents diagnostics sanitaires, portant sur les matériaux amiantés ou relatif à la présence de plomb, ont été prises en compte pour la rédaction de ce rapport dans un souci de cohérence et de vision globale de la gestion des déchets, ce rapport ne se substitue pas à ces différents diagnostics sanitaires.

De même, l'identification des éventuelles pollutions du sol est exclue de la présente mission.

Ce diagnostic ne se substitue pas non plus à un diagnostic ressources portant exclusivement sur la quantification et la qualification des matériaux avec potentiel de matériaux. Ce dernier trouvera son intérêt dans la poursuite des études de maîtrise d'œuvre et dans le développement du projet de réhabilitation comme de sa stratégie d'économie circulaire.

Enfin, ce rapport de diagnostic s'inscrit dans une démarche d'aide à la décision au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre afin d'anticiper la gestion des ressources et des déchets issus de l'opération en identifiant notamment les potentiels de réemploi.

Il fournit à cette fin des valeurs et quantités à titre indicatif, constituant une base de travail et de discussion avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour la suite des études de conception. Ces quantités ont été estimées à partir des différents documents fournis par la maîtrise d'ouvrage et des relevés effectués lors de la visite sur site.

En aucun cas ce rapport ne saurait se substituer aux estimations à réaliser par les entreprises intervenant dans le cadre des futurs travaux. Il appartiendra aux entreprises en charge des travaux de démolition et de curage d'établir, sous leur responsabilité, leur offre sur la base des quantités qu'elles auront elles-mêmes estimées sur la base du DCE Travaux et au cours de leurs visites sur site le cas échéant.

Ainsi, les données fournies dans ce rapport ne sauraient constituer un cahier des charges pour les travaux de démolition en tant que telles et n'ont à ce titre pas de valeur contractuelle.

4. Méthodologie mise en œuvre pour le diagnostic

Ce diagnostic est basé sur :

- Une étude documentaire des plans, diagnostics et autres documents fournis par la maîtrise d'ouvrage
- Des visites et des études sur site ;
- Une synthèse avec les études de conception en cours pour adaptation de l'emprise du diagnostic au projet de réhabilitation ;
- Un inventaire quantitatif estimatif détaillé de l'ensemble des éléments constitutifs du bâtiment, sur la base d'une modélisation 3D du bâti réalisée sur notre logiciel métier, comprenant notamment : l'estimation de la nature, des quantités et de l'état de conservation des produits, équipements et matériaux ;

Des visites et des études sur site ont été effectuées par un diagnostiqueur du 15 au 16 septembre 2025 sur la base d'un plan de cheminement réalisé en phase préparatoire.

L'inventaire et le diagnostic sur site ont été réalisés sur la base de constats visuels et d'investigations superficielles. Aucun sondage destructif ou prélèvement n'a été réalisé.

Le diagnostic PEMD est réalisé à l'aide d'outils numériques permettant d'identifier et de représenter le plus précisément possible la composition des ouvrages. Néanmoins, certains éléments ont dû être approchés sur plans et une partie des tonnages calculés à partir de ratios et de densités issus de la littérature spécialisée.

Ce rapport évalue enfin le potentiel de réemploi des matériaux et équipements inventoriés sur la base de différents critères tels que :

- La quantité disponible estimée du gisement ;
- L'état visuel de conservation ou de fonctionnement ;
- La réemployabilité de l'élément au regard du domaine d'emploi visé, des exigences techniques, etc. ;
- Et ainsi l'intérêt qu'il peut susciter dans le cas d'un réemploi ex-situ.

Ce document ne saurait être considéré comme une garantie du niveau de performance des gisements identifiés pour leur réemploi (en termes de solidité, de résistance, de fonctionnement, etc.). Des moyens devront être mis en œuvre en phase d'études pour confirmer leur potentiel de réemploi et prévenir les risques d'aléas. Les vérifications et validations techniques nécessaires, notamment vis-à-vis des normes en vigueur, devront être anticipées et abordées conjointement par l'équipe de maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle, et ce avant la rédaction des pièces DCE. Selon les ouvrages, des analyses de risques, des essais et/ou des tests seront à réaliser afin de viser leurs caractéristiques et performances techniques au regard de leur destination.

5. Périmètre de l'étude

Le périmètre d'étude du diagnostic PEMD s'étend sur les menuiseries extérieures et les portes extérieures.

L'investigation visuelle des locaux a été exhaustive dans la limite des points visibles et accessibles lors de la visite.

Dans le cadre de la visite exploratoire, ont pu être investigués uniquement les locaux et les volumes accessibles dans les conditions normales de sécurité.

L'ensemble des pièces du bâtiment ont été numérotés. Le R+6 n'a pas pu être visité ainsi que la pièce n°8 du RDC.

6. Documents consultés

Les documents suivants ont été transmis par la maîtrise d'ouvrage et forment le corps sur lequel a été basée l'étude documentaire :

- Les plans de niveaux du RDC au R+4 datés d'octobre 2011 réalisés par A/Concept pour le « Réaménagement des bureaux du Centre des Finances Publiques du XVème Général Beuret »
- Le plan de niveau du R+5 datés de novembre 2011 réalisés par A/Concept pour le « Réaménagement des bureaux du Centre des Finances Publiques du XVème Général Beuret »
- Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant réalisation des travaux réalisé par CP DiaG le 12/09/2025
- Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux réalisé par CP DiaG le 12/09/2025

IV. Description du bâtiment et de l'opération

1. Présentation générale du bâtiment

L'État est propriétaire d'un immeuble construit en 1930 et situé dans le 15^e arrondissement de Paris, qui accueille actuellement plusieurs services fiscaux (SIP, SIE, PCE, PCRP et BDV), soit 159 agents.

Le bâtiment, d'une surface utile brute de 5 774 m², comprend six niveaux.



2. Données du programme travaux

Le bâtiment fait l'objet d'une opération de restructuration visant à densifier et améliorer les conditions de travail (notamment par des travaux de peinture), ainsi qu'à renforcer la sobriété énergétique conformément au décret tertiaire, avec la pose de nouveaux ouvrants, l'isolation intérieure des façades sur cour et l'installation d'une GTB.

Il faut prendre en compte l'ensemble des contraintes du projet en tenant compte du fait que l'opération se déroulera en site occupé et que les locaux continueront à accueillir du public pendant toute la durée des travaux

V. Partie réemploi – Identification des PEM potentiellement réemployables

Le futur projet intervient uniquement sur une zone restreinte du bâtiment existant. En effet, les travaux de réhabilitation énergétique concernent seulement une partie des menuiseries extérieures ainsi qu'une porte donnant sur la cour intérieure.

Compte tenu de l'ancienneté de ces éléments et des dimensions spécifiques, leur réemploi n'est pas envisageable.

Ainsi, aucun matériau ni équipement existant ne présente un potentiel de réemploi dans le cadre de cette opération.

VI. Partie déchets – Identification de l'ensemble des PEM comme s'ils devenaient tous des déchets

1. Nature des différents déchets susceptibles d'être générés lors de la dépose de l'ensemble des PEM par l'opération

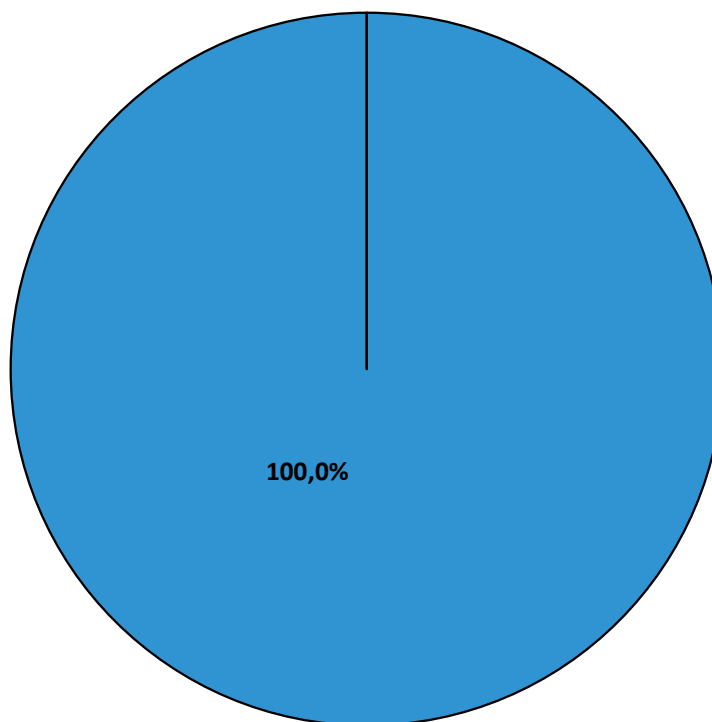
Dans cette partie, l'ensemble des gisements, y compris les PEM précédents, est considéré comme des déchets, et est recensé dans le tableau situé en annexe 1.

2. Synthèse du quantitatif des déchets générés par l'ensemble des PEM

L'inventaire réalisé a comptabilisé un total de 16,59 tonnes de déchets susceptibles d'être générés par les travaux de réhabilitation énergétique.

La totalité de ces déchets relève de la catégorie déchets non dangereux non inertes (DNDNI). En effet, il y a très peu de gisements différents car le projet est dans le cadre d'une réhabilitation énergétique.

Typologie de déchets	Poids
DNDNI	16,59 t



■ DNDNI

Pour tous les éléments à faible potentiel de réemploi ou en mauvais état, le recyclage et la valorisation matière ont été les pistes privilégiées conformément à la hiérarchie réglementaire des modes de traitement.

L'alternative moins vertueuse consisterait en l'utilisation des déchets inertes en remblayage ou réaménagement de carrière.

Il est à noter que certains ouvrages, bien que composés de matières techniquement recyclables, sont comptabilisés dans des modes de traitement moins vertueux voire en élimination. En effet, diverses contraintes peuvent impacter fortement la recyclabilité réelle des gisements :

- Proximité des entreprises de recyclage ;
- Qualité du tri effectué à la source, liée notamment à la facilité de séparation des différents matériaux ;
- Qualité des matériaux et absence de pollution ;
- Contraintes logistiques et économiques : localisation des usines, possibilité de disposer de suffisamment de bennes...

Ces contraintes sont notamment prises en compte dans les scénarii de l'étape de fin de vie proposés sur les fiches FDES (Fiche de Données Environnementales et Sanitaires) disponibles sur la base INIES. C'est notamment encore le cas pour des matériaux tels que la laine minérale ou encore le verre.

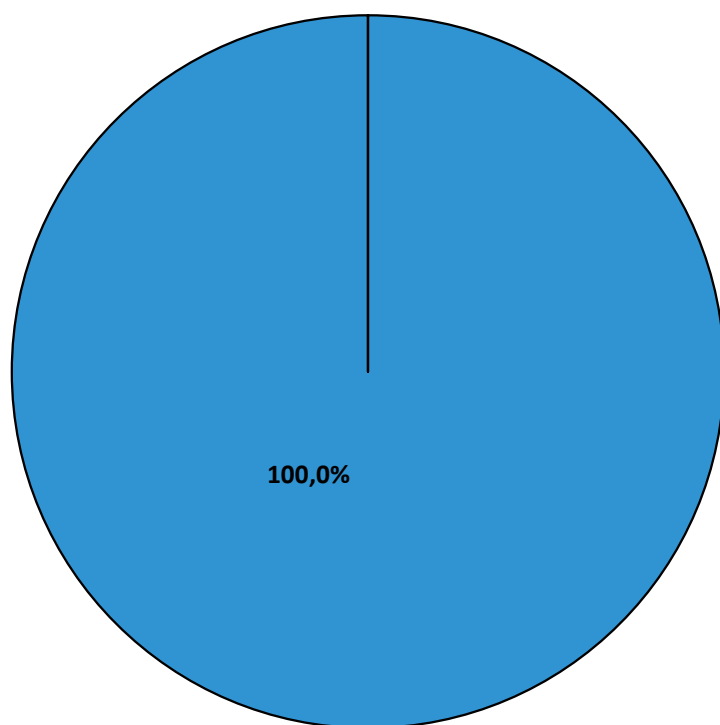
Dans le cadre du diagnostic PEMD, plusieurs types de déchets se démarquent par leur impact significatif sur la masse totale des 16,59 tonnes de déchets inventoriés.

Les gisements les plus massifs proviennent des menuiseries extérieures (MEN) représentant à eux seuls plus de 16 tonnes de déchets.

Enfin, la porte extérieure (PEXT2) génère environ 90 kg de déchets.

Ces résultats mettent en évidence les principales sources de déchets du bâtiment et soulignent l'importance d'une approche favorisant le réemploi et le recyclage, notamment pour les éléments à fort volume et masse.

Le graphe ci-dessous reprend l'ensemble des gisements considérés comme déchets dans ce diagnostic PEMD mais avec une approche en fonction de la catégorie de déchets.



Catégorie de déchets	Poids
Fenêtres et autres ouvertures vitrées : bois/aluminium/PVC	16,59 t

■ Fenêtres et autres ouvertures vitrées : bois/aluminium/PVC

3. Identification des filières de gestion et de valorisation des déchets

Une recherche sur les acteurs et filières locales de valorisation a permis d'identifier des structures compétentes dans la collecte, le traitement, la valorisation et la gestion des déchets (plateformes de regroupement/recyclage de déchets inertes, déchets non dangereux, DEEE...) :

- **RABONI ISSY** : plateforme de regroupement bois non dangereux, plâtre, métaux, plastique, menuiseries vitrées, inertes mélangés, béton.
Adresse : 12, quai du Président Roosevelt - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Distance structure – projet : 4,9 km
- **TAÏS VEOLIA** : plateforme de regroupement de bois non dangereux, DND mélangés, laines minérales, plâtre, métaux, plastique, terre végétale, menuiseries vitrées, moquette textile, inertes mélangés, béton, terre non polluée, tuile, brique, carrelage.
Adresse : 112 rue de la République - 92320 CHATILLON
Distance structure – projet : 5,3 km
- **DERICHEBOUR REVIVAL Châtillon** : plateforme de regroupement de DEEE, bois dangereux, DND mélangés, bois non dangereux, laines minérales, plâtre, métaux, plastique, polystyrène, terre végétale, menuiseries vitrées, PVC trié, inertes mélangés, béton, terre non polluée, tuile, brique, carrelage.
Adresse : 7 Avenue Jean Jaurès - 92320 CHATILLON
Distance structure – projet : 5,6 km
- **POINT.P BAGNEUX** : plateforme de regroupement de DND mélangés, bois non dangereux, laines minérales, plâtre, métaux, plastique, polystyrène, terre végétale, menuiseries vitrées, inertes mélangés, béton, terre non polluée, tuile, brique, carrelage.
Adresse : 30 Rue des Bas Longchamps - 92220 BAGNEUX
Distance structure – projet : 7,7 km
- **GEDIMAT AUX DOCKS DE CLAMART** : plateforme de regroupement de bois non dangereux, laine de verre, plâtre, plastique, menuiseries vitrées, inertes mélangés, béton.
Adresse : 462 D906 - 92140 CLAMART
Distance structure – projet : 11,1 km
- **REVIVAL Ivry-sur-Seine** : plateforme de regroupement DD mélangés, DEEE, bois dangereux, DND mélangés, bois non dangereux, laines minérales, plâtre, métaux, plastique, polystyrène, terre végétale, menuiseries vitrées, PVC trié, moquette textile, inertes mélangés, béton, terre non polluée, tuile, brique, carrelage.
Adresse : 16 Rue Ernest Renan - 94200 IVRY-SUR-SEINE
Distance structure – projet : 11,2 km
- **TERSEN IVRY SUR SEINE** : plateforme de regroupement de bois non dangereux, plâtre, métaux, plastique, menuiseries vitrées, inertes mélangés, béton.
Adresse : 12 Rue Ernest Renan - 94200 IVRY-SUR-SEINE
Distance structure – projet : 11,6 km

En complément, ci-dessous sont listées des ressources pour identifier les plateformes physiques par typologie de déchets traités :

- Site internet de la FFB
- Géorisques
- PRPGD de la région concernée

4. Précautions de gestion des déchets

a. Organisation des bennes

Les déchets recyclables devront être triés, et ce sur site à l'aide de bennes.

Toute l'organisation des bennes doit être faite de façon à optimiser ce tri à la source des déchets du chantier. Plus les bennes seront triées en amont, plus la valorisation sera facile et efficace. Un nombre de bennes doit être défini ainsi que leur volume, et l'organisation du transport des déchets effectuée dans le respect du principe de proximité.

La réglementation actuelle oblige les entreprises de travaux à mettre en place un tri à la source et permettre une collecte séparée des déchets entre eux et par rapport aux autres pour 7 flux de déchets.

En effet, le décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au "tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et au plâtre" étend, pour les déchets de construction et de démolition, l'obligation de tri « 5 flux » aux déchets de fraction minérale et aux déchets de plâtre (« 7 flux »), et définit les modalités de dérogation à cette obligation. Sauf dérogations, les entreprises devront ainsi installer 7 contenants distincts (en complément des contenants dédiés aux déchets verts, aux DEEE et déchets dangereux) et trier eux-mêmes leurs différents déchets à la source : fraction minérale (DI), verre (DI), plâtre (DND), plastiques (DND), métaux (DND), bois (DND), papier et carton (DND).

Ci-dessous sont donnés à titre indicatif quelques éléments de coûts des différentes filières :

b. Éléments de coût des filières - valorisation

Les coûts des exutoires de valorisation des déchets du BTP sont variables localement et peu stables.

Déchets inertes :

- Remblaiement de carrières : 6 à 10 €/t
- Réception des bétons (pour concassage) : 6 à 8 €/t (revente de béton concassé : entre 6 et 14 €/t)
- Enrobés sans amiante ni HAP : 10 à 14 €/t

Déchets non dangereux :

- Traitement des déchets de plâtre : entre 35 et 45€/t pour des plaques et carreaux et 75€HT/t pour les complexes de doublage
- Déchets végétaux : entre 35 et 85 €/t
- Bois B broyé (panneaux + incinérateur industriel) : 80 à 100 €/t
- Bois A broyé (chaufferie) : -10 à 35 €/t
- Plastique : rachat pour le PVC profilé uniquement : - 40 à - 60 €/t
- Métaux (avec accès direct sans intermédiaire), à noter la variation rapide des coûts suivant contexte :
 - Ferraille : - 400 €/t
 - Aluminium : - 700 €/t
- Moquettes : 145 €/t

c. Éléments de coût des filières - élimination

Les coûts des exutoires d'élimination des déchets du BTP sont variables localement et peu stables. Il est à noter que des augmentations sont programmées par phase avec la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP).

Déchets inertes mis en ISDI :

- Coûts compris entre 4 et 12 €HT/t (sans TGAP)

Déchets non dangereux :

- En UVE ou UIOM : coût d'entrée en moyenne à 95 €HT/t + TGAP (incinération)
- En ISDND : coûts compris entre 100 et 160 €HT/t + TGAP (stockage)

En complément, il est à noter que la loi AGECE (Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire) de 2020 instaure également la mise en place d'une filière à Responsabilité Elargie du

Producteur (REP) pour « les produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment destinés aux ménages ou aux professionnels, à compter du 1er janvier 2022, afin que les déchets de construction ou de démolition qui en sont issus soient repris sans frais lorsqu'ils font l'objet d'une collecte séparée et afin qu'une traçabilité de ces déchets soit assurée ».

d. Traçabilité des déchets

Il est nécessaire de faire un suivi de l'ensemble des matériaux, équipements et déchets qui quittent le chantier pour ainsi contrôler que les gisements sont bien valorisés. La traçabilité des déchets quittant le chantier est faite à l'aide de Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD).

L'entreprise chargée de l'évacuation des bennes de chantier devra fournir pour chaque benne, le type de déchets, son tonnage ainsi que le pourcentage de valorisation de la benne. De plus, les BSD devront être fournies et serviront de justificatif.

Les bons de suivi et les BSD permettent de faire récapitulatif de l'ensemble des matériaux et déchets quittant le chantier. Sur cette base, le pourcentage de valorisation des déchets générés par l'opération pourra ainsi être déterminé.

VII. Suites à donner : obligations déclaratives

Le contenu du rapport de diagnostic PEMD permet à la maîtrise d'ouvrage de répondre à ses obligations déclaratives. En effet, il relève du maître d'ouvrage de transmettre les éléments suivants, préalablement à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés relatifs aux travaux de démolition ou de rénovation significative :

- Le rapport de diagnostic PEMD : Aux personnes physiques ou morales susceptibles de concevoir ou de réaliser ces travaux
- Le formulaire de diagnostic (Cerfa N° 16287*01), complété sur la base du présent rapport et des tableaux fournis en annexe : au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), via la plateforme numérique nationale réglementaire <http://plateformepemd.developpement-durable.gouv.fr/> ou à l'adresse électronique plateforme.PEMD@cstb.fr.

En complément, bien que non obligatoire réglementairement, la publication des gisements disponibles, après transmission du précédent formulaire, sur le site de la plateforme numérique nationale réglementaire PEMD est très fortement recommandée, en l'accord de la maîtrise d'ouvrage.

Enfin, cette dernière doit, à l'issue des travaux, l'établissement du formulaire de récolement (Cerfa N° 16288*01), relatif aux PEMD issus de l'opération et à leur destination effective.

Celui-ci doit être transmis au CSTB dans un délai de 90 jours suivant l'achèvement des travaux, via la plateforme numérique nationale réglementaire <http://plateformepemd.developpement-durable.gouv.fr/> ou à l'adresse électronique plateforme.PEMD@cstb.fr.

VIII. Annexe 1 : Tableau des gisements intégrés dans le diagnostic PEMD avec un potentiel de réemploi

Aucun matériau ni équipement existant ne présente un potentiel de réemploi dans le cadre de cette opération.

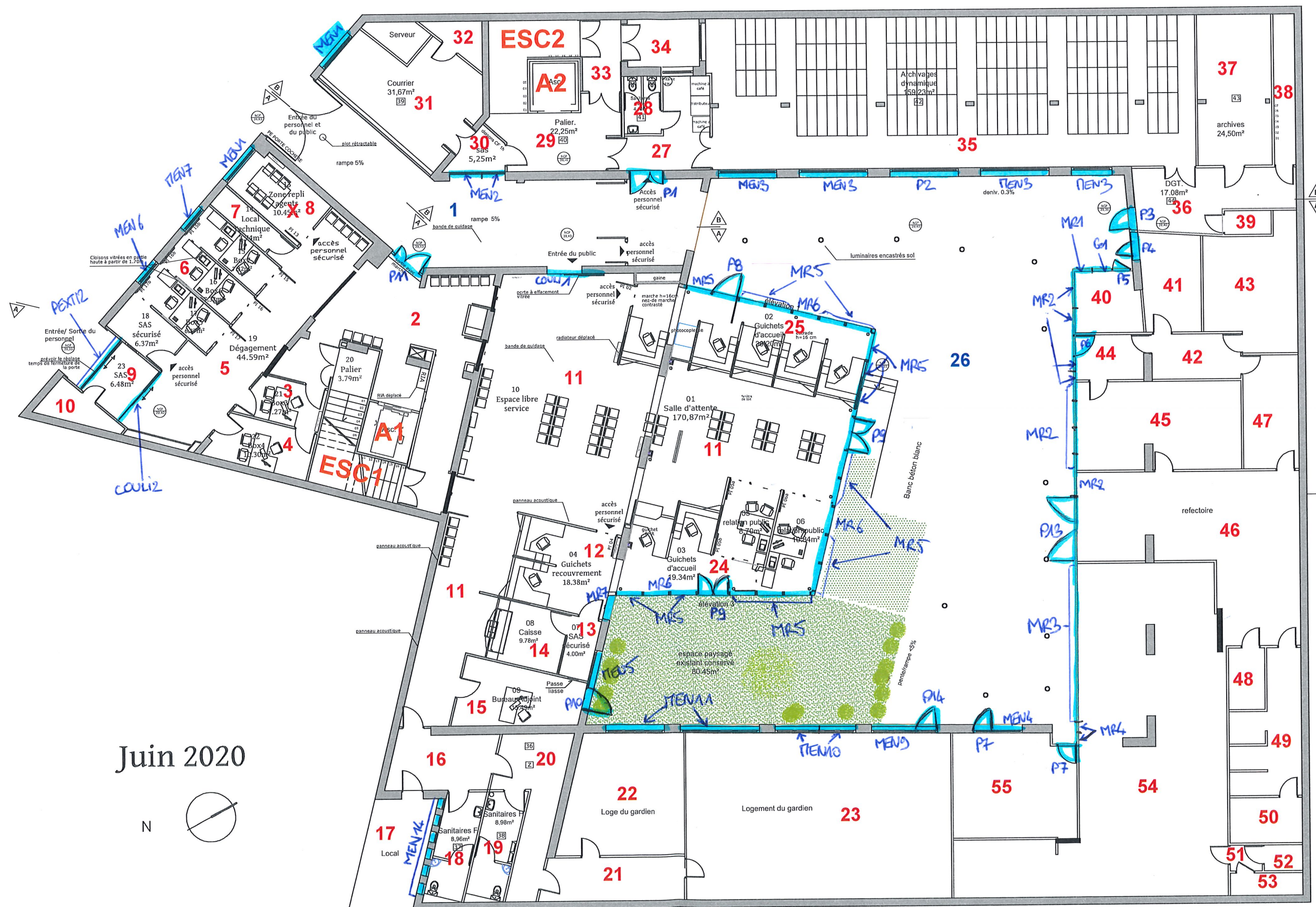
IX. Annexe 2 : Tableau des gisements intégrés dans le diagnostic PEMD (Inventaire)

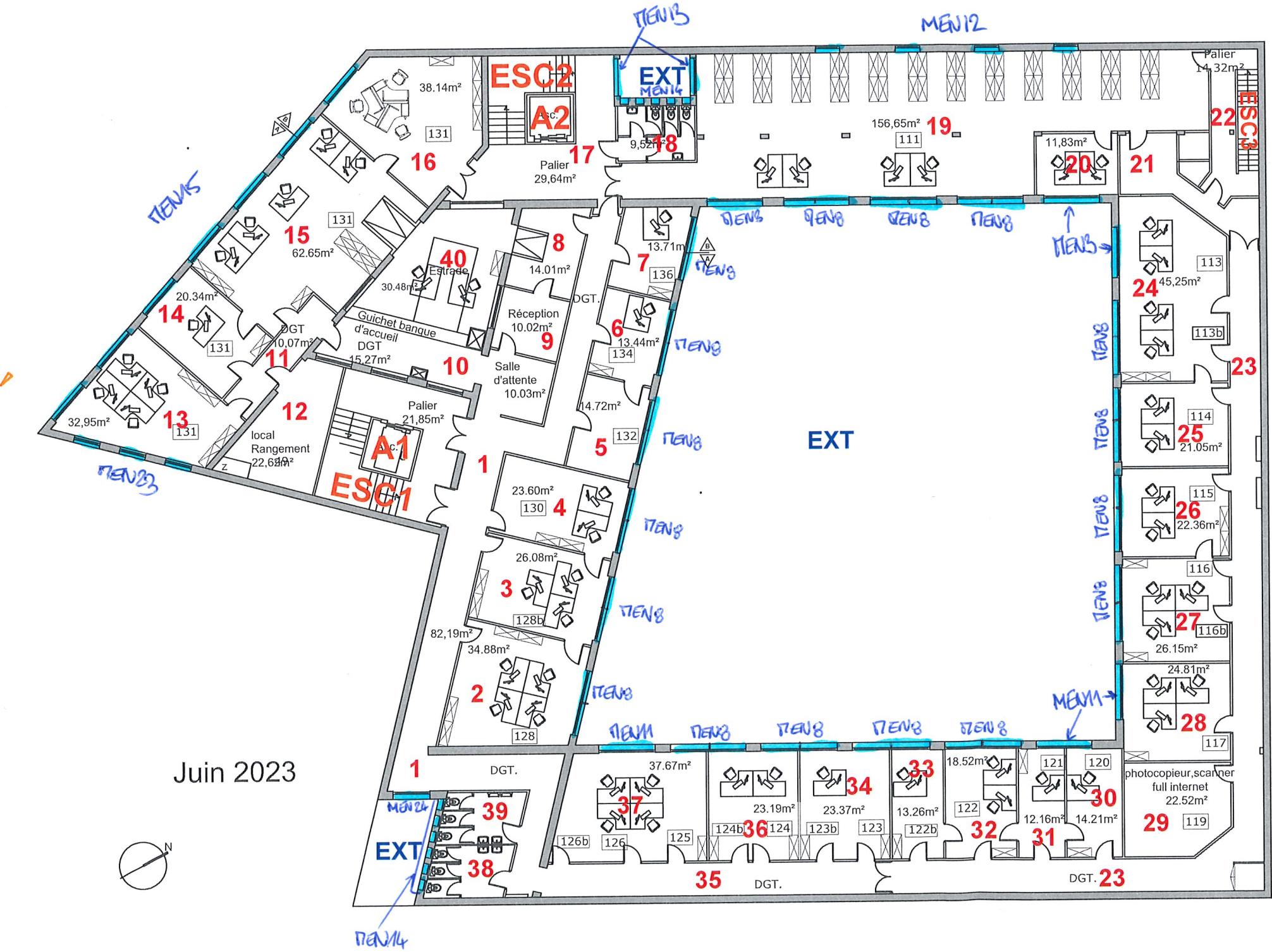
Ce tableau reprend l'ensemble des gisements avec ou sans potentiel de réemploi parmi la totalité des gisements relevée dans le diagnostic PEMD.

X. Annexe 3 : Plans de cheminement

Les pièces ou locaux non visités sont indiqués par une croix rouge.

De plus, certaines menuiseries, portes extérieures ou murs-rideaux apparaissent sur les plans de cheminement ci-dessous, mais ne figurent pas dans le diagnostic PEMD, car ils ne sont pas concernés par le futur projet de réhabilitation.





Juin 2023

Réaménagement des bureaux
du Centre des Finances Publiques
du XVème "Général Beuret"

13-15 rue du Général Beuret
75015 PARIS

MAITRISE D'OUVRAGE

Ministère du Budget, des Comptes publics, et de la Réforme de l'Etat
Pôle pilotage et ressources
Division de l'immobilier secteur Sud-Ouest
16, rue Notre-Dame-des-Victoires
Tél. : 01.44.50.79.54

MAITRISE D'OEUVRE

A/Concept

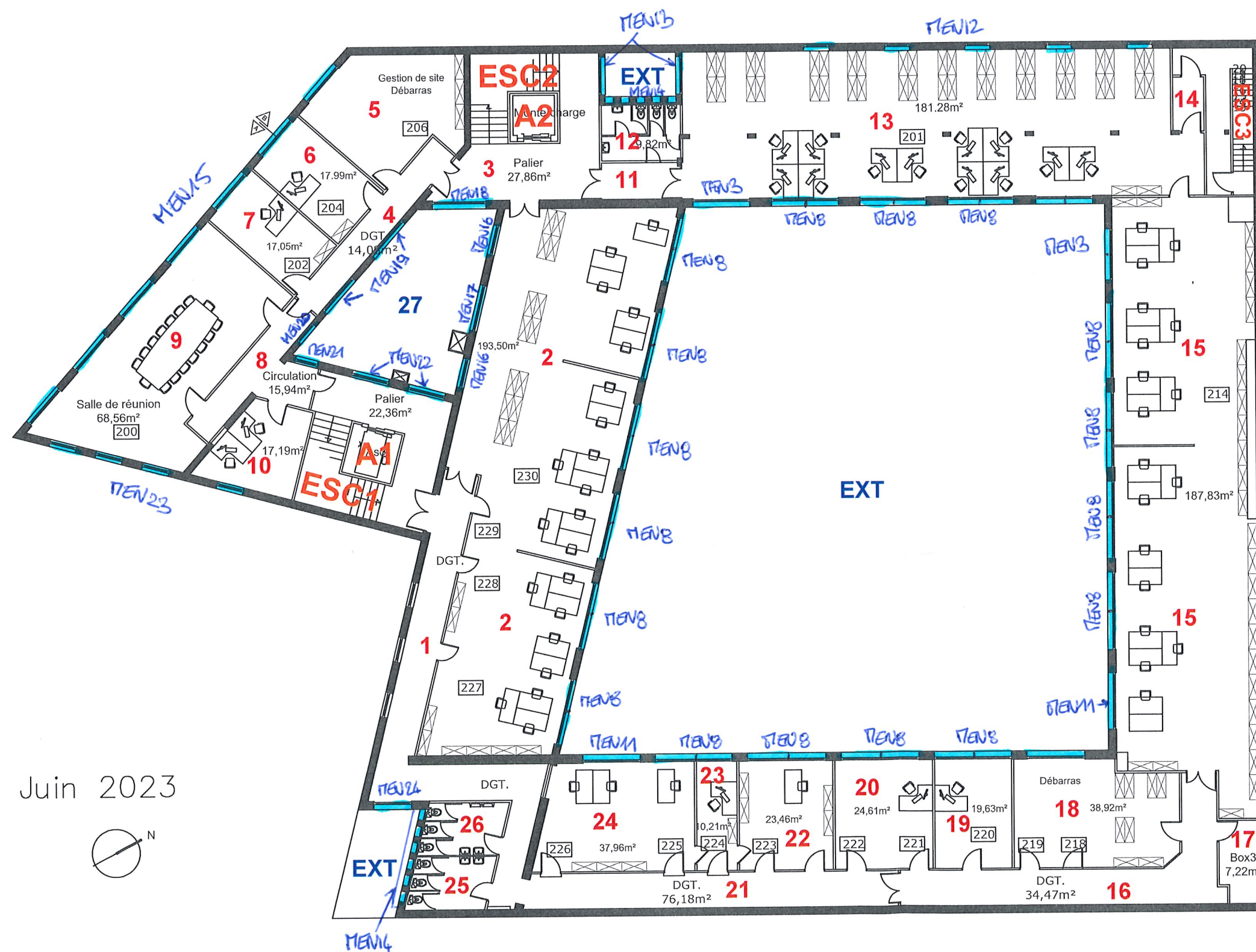
38 Cours Blaise Pascal 91 000 Evry Tél. : 01.69.36.07.65 - Fax : 01.69.36.99.86 Email: contact@aconcept-architectes.fr

BUREAU D'ETUDE

OCD Ingénierie
45, rue Saint Firmin
12 850 ONET le CHATEAU
Tél. : 05.65.87.00.68
Email: ocd34@wanadoo.fr

PROJET	PLAN R+1	11	DCE
DATE:	Octobre 2011		
ECHELLE: 1/100			

BEURET R+2



Juin 2023



Réaménagement des bureaux du Centre des Finances Publiques du XVème "Général Beuret"

13-15 rue du Général Beuret
75015 PARIS

MAÎTRISE D'OUVRAGE

Ministère du Budget, des Comptes publics, et de la Réforme de l'Etat
Pôle pilotage et ressources
Division de l'immobilier secteur Sud-Ouest
16, rue Notre-Dame-des-Victoires
Tel. : 01.44.50.79.54

MAÎTRISE D'ŒUVRE

A/Concept

38 Cours Blaise Pascal - 91 000 Evry - Tél. : 01.69.36.07.65 - Fax : 01.69.36.99.66 Email: contact@aconcept-architectes.fr

BUREAU D'ÉTUDE

OCD Ingénierie

45, rue Saint Firmin
12 850 ONET le CHATEAU
Tél. : 05.65.87.00.68
Email: ocd34@wanadoo.fr

PROJET	PLAN R+2	12	DCE
DATE:	Octobre 2011	ECHELLE:	1/100



13	DCE
----	-----

BEURET
R+4



Juin 2023

Réaménagement des bureaux
du Centre des Finances Publiques
du XVème "Général Beuret"

13-15 rue du Général Beuret
75015 PARIS

MAITRISE D'OUVRAGE

Ministère du Budget, des Comptes publics, et de la Réforme de l'Etat
Pôle pilotage et ressources
Division de l'immobilier secteur Sud-Ouest
16, rue Notre-Dame-des-Victoires
Tel. : 01.44.50.79.54

A/Concept

38 Cours Blaise Pascal 91 000 Evry Tél : 01 69 36 07 65 - Fax : 01 69 36 09 66 Email: contact@aconcept-architectes.fr

BUREAU D'ETUDE

OCD Ingénierie
45, rue Saint Firmin
12 850 ONET le CHATEAU
Tél. : 05 65 87 00 68
Email: ocd34@wanadoo.fr

PROJET

PLAN R+4

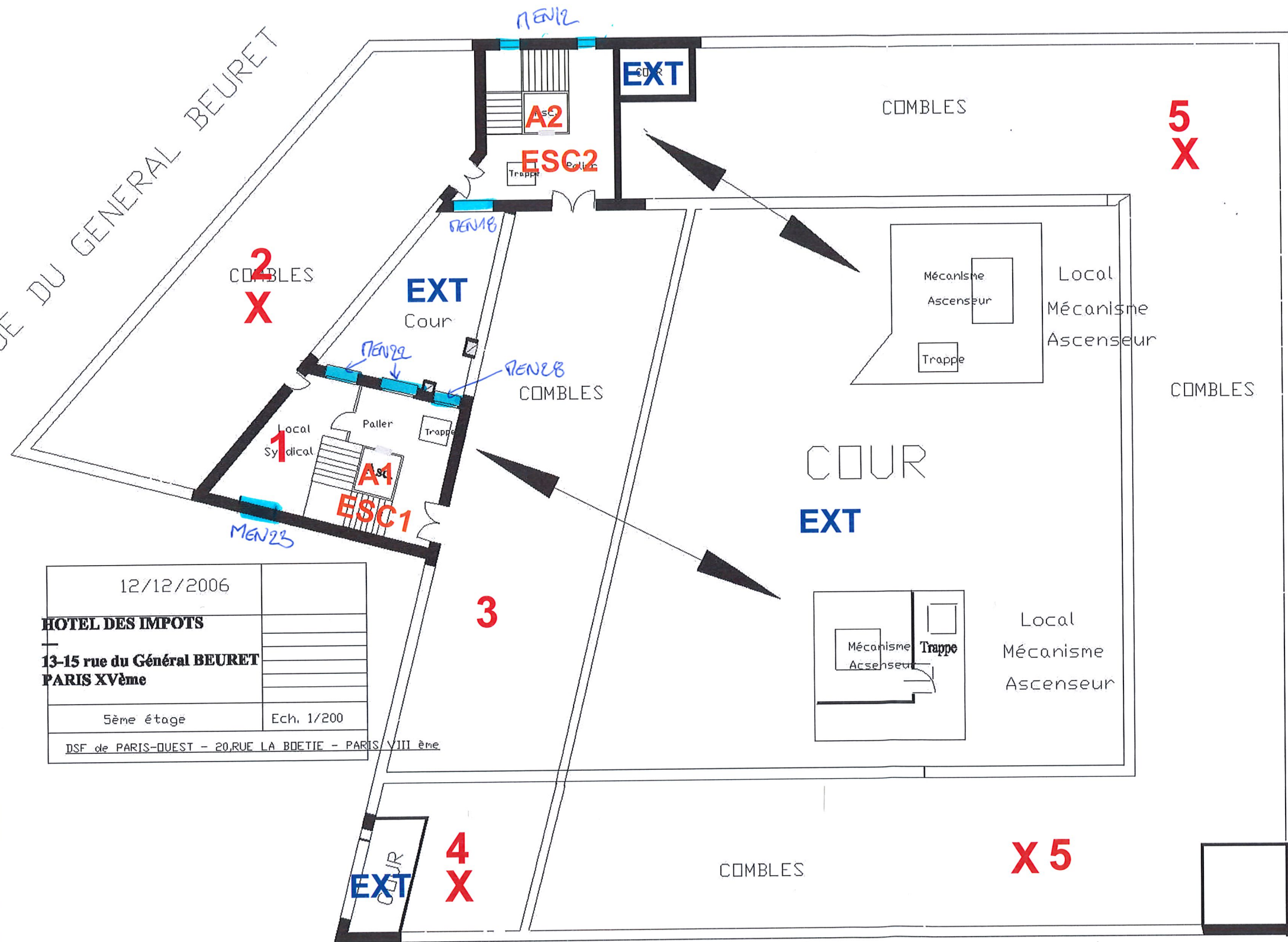
DATE: Octobre 2011

ECHELLE: 1/100

14

DCE

13-15 rue du GÉNÉRAL BEURET



12/12/2006	
HOTEL DES IMPOTS	
13-15 rue du Général BEURET	
PARIS XVème	
5ème étage	Ech. 1/200
DSF de PARIS-QUEST - 20, RUE LA BOÉTIE - PARIS VIIIème	



Réfection des sanitaires agents au Centre des Finances Publiques du XVème "Général Beuret"

13-15 rue du Général Beuret
75015 PARIS

MAÎTRISE D'OUVRAGE

Ministère du Budget, des Comptes Publics, et de la Réforme de l'Etat
Pôle pilotage et ressources
Division de l'immobilier Secteur Sud Ouest
16, rue Notre-Dame-des-Victoires
75002 PARIS
Tel. : 01.44.50.79.54

MAÎTRISE D'ŒUVRE

A/CONCEPT

35 COUR SAINT PIERRE - 91000 Evry - TEL : 01.80.30.07.85 - FAX : 01.80.30.07.85 Email: contact@aconcept-architecte.fr

BUREAU D'ETUDE

OCD Ingénierie
46, rue Saint Pierre
12 000 CHATELAIN CHATEAU
TEL : 05.46.97.00.00
Email: ocd@oconcept.fr

PROJET
PLAN R+5 - ETAT EXISTANT
DATE
NOVEMBRE 2011
Echelle
1/100

06 DCE

UE DU GENERAL BEURET



R+6

**Bureaux du Centre des
Finances Publiques du
XVème "Général
Beuret"**

XI. Annexe 4 : Références photographiques

Photographies des différents gisements – PARIS15 BEURET PEMD

MEN1		MEN2	
MEN3		MEN4	
MEN5		MEN6	
MEN7		MEN8	
MEN9		MEN10	
MEN11		MEN12	
MEN13		MEN14	

Photographies des différents gisements – PARIS15 BEURET PEMD

MEN15		MEN16	
MEN17		MEN18	
MEN19		MEN20	
MEN21		MEN22	
MEN23		MEN24	
MEN25		MEN26	
MEN27		MEN28	

Photographies des différents gisements – PARIS15 BEURET PEMD

MEN29		MEN30	
MEN31		PEXT2	

XII. Annexe 5 : Attestation d'assurance de responsabilité civile

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE **dont** **Assurance de responsabilité décennale obligatoire**

Nous soussignés **QBE Europe SA/NV** – Tour CBX – 1 Passerelle des Reflets – 92913 PARIS LA DEFENSE Cedex dont le siège social est situé Bastion Tower – 10 Place du Champ de Mars 5 – 1050 BRUXELLES – BELGIQUE, attestons que :

ECO+CARBONE
SIREN N° 895136034
24 rue de Constantinople
75008 PARIS

a souscrit auprès de notre compagnie :

- un contrat d'assurance de Responsabilité Civile sous le n° **031 0012307**
- à effet du **01/05/2021**
- période de validité de la présente attestation : **du 01/01/2025 au 31/12/2025**

Les garanties du contrat faisant l'objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes :

Ingénierie spécialisée dans le remploi des matériaux :

- Bureau d'étude et maîtrise d'œuvre en ressources et réemploi
- Assistance à maîtrise d'ouvrage en ressources et réemploi
- Economiste de la construction tous corps d'état
- Diagnostics ressources
- Diagnostics Produits-Matériaux-Déchets (PMD)

La garantie RC Décennale est acquise :

- aux ouvrages dont le coût total de construction HT tous corps d'état et y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de :
 - pour des Ouvrages soumis à obligation d'assurance : **15 000 000 €**,
 - pour des Ouvrages non soumis à obligation d'assurance : **6 000 000 €**,
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - pour des Ouvrages soumis à obligation d'assurance : **de techniques courantes, et à l'exclusion des Ouvrages de caractère exceptionnel et/ou inusuel.**
 - pour des Ouvrages non soumis à obligation d'assurance : **à l'exclusion des Ouvrages de caractère exceptionnel et/ou inusuel.**

*Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas
aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.*

Nature de la garantie :

- **Responsabilité décennale :**

Le contrat garantit la **responsabilité décennale** de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie de Responsabilité Civile Décennale pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance est accordée pour les travaux ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) pendant la période de validité du contrat.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.

- **Responsabilité décennale, en sa qualité de sous-traitant :**

Le contrat a également pour objet de répondre à cette même **responsabilité décennale, en sa qualité de sous-traitant**, pour les dommages de même nature que ceux relevant de l'obligation d'assurance précitée. Il répond aux règles de capitalisation pour la garantie obligatoire.

- **Responsabilité Civile :**

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la **Responsabilité Civile** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages causés à autrui, et ce tant du fait de son exploitation que pour les conséquences de fautes professionnelles, au cours des activités définies au contrat.

Durée et maintien de la garantie :

- **Responsabilité décennale et responsabilité décennale en sa qualité de sous-traitant :**

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

- **Responsabilité Civile :**

Les autres garanties de Responsabilité Civile s'appliquent aux réclamations formulées à l'encontre de l'Assuré pendant la *Période de validité de la garantie*, selon les dispositions de l'article L 124-5 du Code des Assurances.

Montants de la garantie :

Les garanties sont accordées, à concurrence des montants mentionnés au tableau de garantie joint.

TABLEAU DES MONTANTS DE GARANTIES

Les *Frais de défense* sont inclus dans les montants de garantie

INTITULE DES GARANTIES	MONTANT DES GARANTIES
RESPONSABILITE CIVILE GENERALE : l'engagement de l'Assureur ne peut dépasser, tous dommages confondus au titre de l'ensemble des garanties de Responsabilité Civile Générale 7 500 000 € par Année d'assurance euros pour l'ensemble de l'Année d'assurance.	
<u>RC EXPLOITATION / PENDANT TRAVAUX</u> Tous dommages confondus Dont : <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Dommages corporels</i> 1.1 <i>Dont recours en faute inexcusable</i> 2. <i>Dommages matériels et immatériels consécutifs</i> 3. <i>Dommages immatériels non consécutifs</i> 4. <i>Vol par préposés</i> 5. <i>Atteintes à l'environnement</i> 6. <i>Biens confiés</i> 	7 500 000 € par Année d'assurance 7 500 000 € par Sinistre 1 000 000 € par Année d'assurance 1 500 000 € par Sinistre 150 000 € par Sinistre 30 000 € par Sinistre 400 000 € par Année d'assurance 30 000 € par Année d'assurance
<u>RC PROFESSIONNELLE</u> Tous dommages confondus Dont <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Dommages corporels</i> 2. <i>Dommages matériels</i> (y compris RC Décennale pour ouvrages non soumis à obligation d'assurance) 3. <i>Dommages immatériels</i> 	1 000 000 € par Année d'assurance 1 000 000 € par Sinistre 750 000 € par Sinistre 300 000 € par Sinistre

RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE	
<u>RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE</u>	<p>➤ pour les ouvrages à usage d'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation de l'ouvrage, y compris les travaux de démolition, déblaiement et dépose,</p> <p>➤ pour les ouvrages hors habitation : à hauteur du <i>Coût total de la construction</i> déclaré par le Maître d'ouvrage, et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3-I du Code des assurances</p>
<u>RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE</u>	1 500 000 € par Sinistre

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes et limites précisés dans les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à La Défense, le 15 Novembre 2024.

QBE EUROPE SA/NV
 Tour CBX – 19ème étage
 1 Passerelle des Reflets
 92400 Courbevoie
 Tél. 01 80 04 33 00
www.qbefrance.com

XIII. Annexe 6 : Diplômes Diagnostiqueur PEMD

SYNDICAT DES ENTREPRISES DE DECONSTRUCTION DEPOLLUTION ET RECYCLAGE
SEDDRe

PAR DECISION DU 09/12/2022
DELIVRE LE DIPLOME DE

**DIAGNOSTIQUEUR PRODUITS, EQUIPEMENTS, MATERIAUX ET
DECHETS**

N° : 44-091222

Enregistré au RNCP, codes NSF 224, 220r, fiche 20475, au Niveau 5 (eu), par décision du 25/04/2022

à **Maëlle BOUCHU**

née le 03/06/1993 à Ecully (69)

Pour le SEDDRe :

SEDDRe
7/9, rue La Pérouse 75116 PARIS
Siret : 428 440 978 00024
Tél. 01 40 69 53 20
syndicat@seddre.fr/batiment



Titulaire :

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Maëlle Bouchu', is written over the 'Titulaire :' label.

CERTIFICAT DE FORMATION

Labo'CERT SAS, représentée par

M. Dominique PITON en sa qualité de Président

certifie que

M. GIQUEL Arthur

a suivi avec succès la formation



Formation Certifiante Diagnostic Produits Equipements Matériaux Déchets issus du bâtiment

du 11/06/2024 au 19/06/2024

28/06/2024

Etabli le

Dominique Piton, Président Labo'CERT